

PARTI POLITIQUE INISYATIV POU DEVOPE AYITI

Autoroute de Delmas. Delmas 50,
Garden plaza, apt 8b.

+509 4298 5959 | +509 3756 6710
partipolitiqueida@gmail.com



28 MAI 2026

NOTE DE CONJONCTURE

L'**Inisyativ pou Devope Ayiti (IDA)** dresse un bilan alarmant de la situation nationale. Malgré les ententes politiques, les engagements solennels des autorités et le renforcement de l'appui international, le pays s'enfonce dans une crise multidimensionnelle. L'IDA dresse ici un constat objectif, sans concession, des dérives sécuritaires, économiques et politiques actuelles.

1. Sur le plan sécuritaire : L'échec manifeste de la politique gouvernementale.

Malgré quelques opérations ponctuelles visant à reprendre des zones jadis perdues, les résultats restent dérisoires face à la terreur imposée par les gangs.

- **Des axes vitaux sous l'emprise des groupes armés** : Les routes nationales RN1, RN2 et RN3 sont toujours bloquées et soumises à des péages illicites, asphyxiant l'économie et favorisant des dérives mafieuses sur les transports maritimes et aériens.
- **Délocalisation de l'État** : Les plus hautes institutions (Présidence, Ministères et autres) sont contraintes de fuir le Champ-de-Mars et le Bicentenaire, symbole tragique d'un État en déroute.
- **Bilan humain insoutenable** : Les massacres se multiplient (Croix-des-Bouquets, Cité Soleil, Artibonite, Centre), causant des milliers de nouveaux déplacés internes. Les chiffres de l'ONU confirment une escalade continue de la violence, en dépit des promesses faites par le CPT et le Premier ministre de sécuriser ces zones.
- **Responsabilité** : Le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé, aux commandes depuis février 2026 mais également à la tête du CSPN depuis novembre 2024, porte la responsabilité de cette gestion hasardeuse. L'incompétence et l'inertie semblent dicter les actions de dirigeants qui se croient invincibles.

2. Sur le plan économique : Une crise humanitaire sans précédent.

Le chaos sécuritaire a provoqué la dislocation totale des circuits économiques. Les activités productives sont à l'arrêt et les investisseurs, soumis au rançonnement, sont acculés à la faillite ou à la délocalisation.

- **Inflation et chômage** : Cette paralysie engendre une contraction historique de la production, une inflation galopante et une explosion du chômage.
- **Fuite des capitaux et de la diaspora** : L'insécurité éloigne la diaspora, privant le pays d'un apport financier vital et anéantissant le secteur touristique.
- **Effondrement du PIB** : Avec des croissances négatives de 3% à 4% ces dernières années, le PIB par habitant ne cesse de chuter. La population s'enfonce dans une misère qui surpasse celle engendrée par le séisme de janvier 2010.

PARTI POLITIQUE INISYATIV POU DEVOPE AYITI

Autoroute de Delmas. Delmas 50,
Garden plaza, apt 8b.

+509 4298 5959 | +509 3756 6710
partipolitiqueida@gmail.com



3. Sur le plan politique : Des manœuvres électorales inquiétantes.

Le projet de décret électoral proposé par le Gouvernement comporte des dispositions antidémocratiques et inacceptables, démontrant une volonté manifeste de capter l'appareil électoral :

. **La subordination du CEP** : La nomination d'un Directeur Général inféodé à l'Exécutif, en lieu et place d'un Directeur Exécutif nommé par le Conseil Électoral Provisoire (CEP), viole l'indépendance de cette institution.

. **L'exclusion des candidatures** : L'imposition de quotas d'adhérents exorbitants entrave le processus démocratique. Même si l'IDA déplore la prolifération anarchique des partis politiques, ces mesures semblent conçues pour empêcher la tenue d'élections crédibles ou pour permettre au pouvoir en place de contrôler les urnes.

Face à ces incohérences, il est évident que le gouvernement se sert de la dégradation sécuritaire comme prétexte pour repousser sine die des élections qu'il redoute de perdre. L'IDA exige des dirigeants capables d'organiser des joutes impartiales, capables de mener à une véritable alternance démocratique, à l'image des élections de février 2006.

4. Position de l'IDA : Refuser le chaos pour bâtir l'avenir

L'IDA rappelle qu'il n'est pas signataire du Pacte pour la Stabilité et l'Organisation des Élections. L'histoire récente a donné raison à notre refus de cautionner les dérives de la fin de mandat du CPT. En cinq longues années, depuis le régicide du 7 juillet 2021, les autorités ont été incapables de s'accorder sur le processus électoral.

Que faire ?

Le pays ne peut plus se permettre l'immobilisme. L'IDA lance un appel pressant à la concertation nationale. Toutes les forces vives de la Nation, accompagnées de la communauté internationale, doivent s'unir pour dégager un consensus. Ce compromis doit mener le pays vers des élections crédibles, portant au pouvoir des dirigeants intègres et compétents.

C'est un devoir citoyen impérieux : sauver la Nation haïtienne, restaurer sa dignité et la projeter vers un avenir moderne.

Pour "Inisyativ pou Devlope Ayiti" (IDA) :


M. Pierre Franckly EXIUS
Président

I.D.A se nou tout ansanm 

M. Jean Michelet SIMPLICE
Secrétaire Général